

MALI : INGÉRENCE
HUMANITAIRE
OU NOUVEAU
SAHELISTAN ?

Tous les discours des autorités françaises, anglaises et américaines sur la nécessité d'une intervention à «visage africain» et sur une intervention urgente se sont révélées n'être qu'une couverture cynique pour préparer une action occidentale directe au Mali, le plus tardivement possible, lorsque les mercenaires auront complètement achevé leur mission.

La France disait vouloir seulement jouer «un rôle de facilitateur. Pas question d'envoyer des troupes au sol». Le président François Hollande a même promis aux médias français qu'il y n'aurait «aucune présence française sur le terrain» au Mali. Or, selon certaines sources, des troupes spéciales françaises (environ 200 hommes) étaient sur le terrain malien tout comme celles des États-Unis, déjà présentes au Mali par le biais de l'Africom, avec 400 militaires, et ce, bien avant l'intervention.

La diplomatie disait non-ingérence sans l'accord onusien mais les faits attestaient le contraire. Lors de la conférence sur le Sahel, le 27 septembre 2012, l'ex-secrétaire d'Etat étatsunienne, Hillary Clinton, avait estimé que «seul un gouvernement démocratiquement élu aura la légitimité pour parvenir à une résolution négociée au nord du Mali, mettre un terme à la rébellion et restaurer l'Etat de droit».

C'est clair, net et précis. Le gouvernement intérimaire de Bamako n'avait aucune légitimité à défendre son pays, et l'ONU n'avait pas à l'aider. C'est le message que décoda Ban Ki-moon ou qui lui sera signifié en clair. Le 11 novembre 2012, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont entériné un plan d'action qui définissait les grands axes de l'intervention militaire dans le nord du Mali afin de restaurer «le rétablissement de l'autorité de l'État sur toute l'étendue du territoire». L'Algérie y a participé en qualité d'observateur et réitéré sa position sur la question, soit le refus de l'intervention tant qu'existaient encore des chances d'aboutir à une solution pacifique.

Le plan d'action décide de la création d'une force, appelée Mission internationale de soutien au Mali, sous conduite africaine (Misma), chargée de restaurer la souveraineté de l'Etat malien sur ses territoires. Mais Ban Ki-moon dit vouloir favoriser le dialogue politique tout en estimant qu'une intervention militaire au Mali comportait beaucoup de risques et qu'elle était «nécessaire à un moment donné, en dernier recours». Il reporte l'intervention pour l'automne 2012 ! Une manière de discréditer la Misma, en renvoyant son action aux calendes grecques.

Ban Ki-moon est la voix des membres du Conseil de sécurité, dont la France fait partie. En public, elle exigeait une intervention rapide, mais, en coulisses, elle essayait de saborder la Misma pour pouvoir agir selon son propre plan. Le président de l'Union africaine se dit déçu par ce rapport, que les Maliens trouvèrent incompréhensible, car leurs malheurs ne faisaient qu'empirer. «L'ONU n'est pas la mieux placée pour répondre à la menace sécuritaire que créent des groupes terroristes», affirmait Ban Ki-moon. Alger a suspecté la Cédéao d'être un pantin de la France et refusé de marcher avec elle.

Or, Paris ne visait pas l'intervention dans un cadre africain mais en solo. Le plus gros perdant dans l'affaire, c'est Alger qui s'est discrédité sur tous les plans, au lieu de jouer le rôle majeur qui était naturellement le sien.

Alger espérait amener à la table des négociations le groupe Ansar Dine, un groupe de mercenaires dirigé par un opportuniste, et une autre formation tout aussi versatile, le MNLA, qu'elle croit pouvoir arracher aux tentacules françaises et qataries ou si vous voulez l'isoler d'Aqmi et du Mujao, ce qui revient au même. Mais il se révélera que tous ces groupes avaient un seul et même but : amener le bateau néocolonial à bon port.

Or, il n'en était rien. La résolution 2085 autorise le déploiement d'une «force africaine» «sous conduite africaine», pas française. Mais les choses se sont passées autrement, justement parce qu'aucune partie n'a voulu agir.



La France disait intervenir «dans le cadre de la légalité internationale».

Trahison des élites et faillite des régimes

En insistant sur le dialogue sans proposer quelque chose de plus palpable pour les Maliens, Alger a commencé à donner l'impression de ne penser qu'à son pré carré, surtout quand elle a parlé de fermer ses frontières avec un peuple en danger qui suppliait l'envoi d'une force internationale. Jusqu'au jour où son président sera contraint de demander à la France de voler à son secours. Pour imposer leur présence, d'autres pays occidentaux se disent prêts à se charger de la réorganisation et de l'entraînement des forces maliennes, sous mandat de l'Union africaine et de l'ONU. Comme si ses généraux étaient des incapables et que la Cédéao qui est supposée également faite pour une coopération des pays d'Afrique de l'Ouest dans le domaine militaire ne pouvait pas s'en charger : la nullité de l'Afrique est totale. Pas même capable de former des bidasses ! Pour ne pas paraître raciste, leurs médias ne se posent pas la question : «À quoi ont alors servi les indépen-

dances ?»

Mais pour arriver à cela, il fallait aussi qu'il y ait de nouveaux otages français pour justifier l'intervention au plan «humanitaire» et au plan devoir-de-l'Etat-envers-des-ressortissants-français-retenus-par-des-terroristes. Comme par hasard, il y eut des prises d'otages, puis une tentative de libérer des otages en Somalie qui se solda par la mort de l'otage français (un agent du SDECE) et de deux éléments des forces françaises d'intervention.

Puis il fallait que les terroristes décident de franchir la ligne rouge pour aller vers le sud.

Alors comme dans un scénario, Ansar Dine, Mujao et Aqmi appellent même le groupe nigérian Boko Haram en appui et partent à l'abordage de la ville de Kona, le 10 janvier 2013, obligeant les autorités maliennes à demander l'aide française. Comme pour répondre aux vœux d'une intervention militaire, encore d'un commun accord et de concert, les mercenaires traversent la ligne rouge, comme s'ils savaient que cela serait le déclencheur d'une intervention... française. Ce franchissement est la preuve la plus parlante de leur complicité avec un commanditaire qui avait besoin non pas d'un mais de plusieurs casus belli. Les «djihadistes» prétendaient vouloir créer une *Dawla islamiya* et ils l'avaient sur un immense territoire qu'il aurait plutôt fallu renforcer, bunkériser, barricader pour pouvoir le préserver. S'ils voulaient un «Azawad», ils avaient le territoire qu'ils voulaient. Pourquoi ont-ils fait le contraire de ce qu'ils ont fait en Libye et ce qu'ils font en Syrie où ils prennent des territoires et les renforcent pour en faire des zones d'exclusion, autrement dit des territoires libérés ? Ils n'avaient donc pas reçu cet ordre.

Pour imposer leur présence, d'autres pays occidentaux se disent prêts à se charger de la réorganisation et de l'entraînement des forces maliennes, sous mandat de l'Union africaine et de l'ONU. Comme si ses généraux étaient des incapables et que la Cédéao qui est supposée également faite pour une coopération des pays d'Afrique de l'Ouest dans le domaine militaire ne pouvait pas s'en charger

Rien n'explique leur descente vers les villages insignifiants et non stratégiques de Mopti et Kona si ce n'est l'obéissance à un «agenda», pour reprendre le mot utilisé par M. Medelci en novembre dernier.

Ils savaient que ce franchissement obligerait Bamako à demander de l'aide à ceux qui se disaient prêts à en découdre avec les méchants loups !

Une semaine auparavant, Ansar Dine avait promis une trêve et l'arrêt des hostilités : le hic c'est que les Algériens n'ont pas négocié avec le chef, l'imprenable renard, Iyad Ag Ghaly, mais avec ses lieutenants, qu'il reniera dès que des ordres lui viendront d'une autre capitale. Il se peut que la décision d'attaquer ne vint pas de lui mais d'Aqmi et du Mujao et qu'il n'ait fait que suivre, comme dans une meute. Aqmi est lié à Al-Qaïda, et ses manipulateurs sont ceux qui manipulent la nébuleuse à laquelle il appartient. Al-Qaïda, cette création américaine, obéit toujours à ses premiers concepteurs.

Comme leurs attaques contre des garnisons à partir du 17 janvier 2012, cette attaque à toutes les caractéristiques d'une obéissance à un ordre venant de forces manipulatrices. L'aide de Bamako est demandée au pays qui faisait le plus de pression pour une intervention, la France, comme lorsqu'en 1986, lorsque le dictateur tchadien, Hissène Habré, avait sollicité Paris pour le défendre des troupes progressistes de Goukouni Ouadaï soutenues par les forces libyennes.

L'opération Serval suivra l'opération Epervier... Pourtant, Hillari Clinton, dans la citation donnée plus haut, ne reconnaissait pas aux autorités de Bamako le droit d'agir légalement pour l'intervention de la force africaine, Misma que Ban Ki-moon a alors renvoyée aux calendes grecques. Comment accepte-t-elle qu'elles fassent appel à Paris ?

Le Mali, un Etat failli (concept de politique internationale), n'a pas le droit de demander secours à l'Afrique et à l'ONU mais à la France. Le schéma initial en clair destiné à l'opinion publique et aux avaleurs de couleuvres affirmait le contraire de ce qui était écrit dans le schéma codé des puissances atlantiques. Sortant son armada de grande puissance, la France prend brusquement l'initiative de s'engager, seule, pour répondre à une situation «d'urgence» créée de toutes pièces.

L'armée malienne n'a toujours pas reçu les cargaisons d'armes russes achetées par le président ATT qui a été déposé en avril 2012, afin que le pays ne puisse se défendre contre un ramassis de bandits de grands chemins recrutés par les services occidentaux et qatari. La France jouera le beau rôle de sauveur pour redorer le blason peu reluisant de son passé colonial.

Par Ali El Hadj Tahar
elhadjtaharali@gmail.com

Intervention planifiée au détail près

Finian Cunningham écrit : «Dans les heures suivant la sollicitation par le gouvernement malien d'un appui militaire pour contrer l'avancée des rebelles du Nord, des avions de combat français ont commencé à effectuer des frappes aériennes vendredi» signifiant par là que les aéronaves étaient prêts et les cibles désignées. Spontanément, les USA et d'autres pays européens apportent leur soutien rapide à Paris bien qu'elle agissait dans un cadre non onusien. La Grande-Bretagne a envoyé des avions cargos RAF C17 à Paris à partir d'une base dans l'est de l'Angleterre afin d'aider à l'acheminement des troupes, des hélicoptères, des camions et d'autres équipements lourds. Washington fournira de la logistique et des communications.

Cette situation n'était-elle pas prévisible du fait que des drones de surveillance américains et français étaient en action depuis des mois au Mali et dans les pays limitrophes, certains disant qu'ils ont même survolé l'Algérie ? Pour Finian Cunningham, la rapidité et l'étendue de l'intervention française attestent de leur inscription dans le cadre d'un «plan bien rodé d'intervention par l'ancienne puissance coloniale». Finian Cunningham ajoute : dans Information Clearing House, 16 janvier 2013 : «Les frappes aériennes par les avions français sur au moins six zones-cibles très dispersées dans le Mali couvrent une distance opérationnelle de près de 2 000 km d'est en ouest. Ce niveau de coordination indique plusieurs semaines de planification et dément l'apparence que le gouvernement français réagissait de façon impromptue à une demande soudaine d'aide des autorités maliennes alignées sur Paris.»

Donc les Français savaient-ils qu'Aqmi et Ansar Dine allaient attaquer ? Plus étrange encore : le gouvernement français a affirmé qu'il avait obtenu l'autorisation par l'Algérie du survol de son territoire, sans qu'un président ou un ministre ait été vu à Alger...

On obtient l'autorisation de survol d'un pays par téléphone ? Le scénario pour une intervention africaine se mue aussitôt sans mandat

de l'ONU en intervention française, apparemment, préparée de longue date, puisque tout était prêt même le détail du survol du ciel algérien, obtenu en dernière minute, ou lors de la visite de Hollande à Alger ou même une semaine avant l'intervention par... Hamad, en contrepartie d'un soutien pour un quatrième mandat. Finian Cunningham conclut dans : Information Clearing House, 16 janvier 2013 : «En effet, telle est la chorégraphie soignée de ce développement militaire saillant que l'on pourrait dire que les Français se sont finalement donné eux-mêmes le feu vert pour exécuter un plan qu'ils avaient fait mûrir depuis plusieurs mois. Ce plan n'est rien de moins que la reconquête néocoloniale de son ancienne colonie dans une région de l'Afrique de l'Ouest d'importance stratégique.» «Cette opération durera le temps nécessaire», a précisé François Hollande, ajoutant que la France intervenait «dans le cadre de la légalité internationale». Or, il n'en était rien. La résolution 2085 autorise le déploiement d'une «force africaine» «sous conduite africaine», pas française.

Mais les choses se sont passées autrement, justement parce qu'aucune partie n'a voulu agir. Agir était pourtant simple : débloquer les cargaisons d'armes maliennes retenues dans les ports d'Abidjan, de Conakry et de Dakar, sous prétexte que le gouvernement n'était pas légitime. Un sabotage international a eu raison de l'armée malienne qui était elle-même, comme toute armée, capable de faire ce travail, de donner des martyrs en l'honneur du pays. On a préféré l'humilier. Or, les «bienfaiteurs» ne veulent toujours pas effacer la dette malienne, ni même donner des moyens humanitaires au moins aux populations qui se sont réfugiées dans les pays voisins, eux aussi sans ressources : Tchad, Niger et Mauritanie.

A.E.T.
(A suivre)